



# Déclaration de Kandy

ISSUE DU 3<sup>e</sup> FORUM MONDIAL

NYÉLÉNI, SRI LANKA | SEPTEMBRE  
2025

**Nous sommes des peuples** issus de diverses régions, territoires, mouvements sociaux, collectifs et organisations – provenant de plus de 100 pays et de divers Peuples Autochtones – réunis à Kandy, au Sri Lanka, pour le 3<sup>e</sup> Forum Mondial Nyéléni.

Ensemble, nous avons tissé nos luttes en une trame de convergence et avons construit un mouvement de mouvements pour une transformation systémique.

**Nous sommes** des paysan·nes, des ouvrier·es agricoles et des agriculteur·rices sans terre ; des agriculteur·rices familiaux·ales ; des pêcheur·euses artisanaux·ales, des pêcheur·euses et des ramasseur·euses de coquillages des rivières, des lacs, des mangroves et des mers ; des pastoralistes nomades et des nomades autochtones ; des Peuples Autochtones ; des communautés terrestres, côtières et des rivières ; des habitant·es et des peuples des forêts ; des chasseur·euses et des cueilleur·euses ; des Afrodescendant·es ; des militant·es contre le système des castes et pour la justice raciale ; des militant·es féministes et défenseur·euses des droits des femmes ; des jeunes et des militant·es intergénérationnel·les ; des personnes aux identités de genre et sexualités diverses ; des personnes en situation de handicap ; des artistes ; des interprètes et des traducteur·ices ; des populations urbaines pauvres ; des travailleur·euses du système alimentaire et des travailleurs·euses migrant·es ; des organisations syndicales ; des consommateur·ices ; des mouvements de défense des droits humains, de la justice sociale, économique et climatique ; des défenseur·euses de la médecine sociale, de la santé collective et du droit à la santé pour tou·tes ; des acteur·ices de l'économie sociale et solidaire ; des chercheur·euses et universitaires militant·es ; des représentant·es de la philanthropie solidaire et d'autres organisations de la société civile. Grâce à la diversité de nos connaissances, de nos convictions et de nos actions, nous nourrissons le monde, nous entretenons et préservons la vie, nous défendons nos territoires et la Terre Mère, et nous garantissons la santé de tous les êtres vivants.

**Au cours des trois dernières années**, grâce à des processus collectifs menés sur nos territoires, nous avons organisé des assemblées de nos communautés et de nos groupes afin d'approfondir notre analyse des sociétés contemporaines dont nous faisons partie et afin d'identifier clairement les obstacles structurels qui nous privent de justice et de dignité.

Ces consultations – qui se sont poursuivies pendant le 3<sup>e</sup> Forum Nyéléni à Kandy, ont constitué la base d'un Agenda Commun d'Action Politique (ACAP). Ce programme tire sa force de la convergence de nos luttes et a le pouvoir et le potentiel de provoquer une transformation systémique de nos sociétés. La présente Déclaration de Kandy, et ce qui suit, s'appuient sur les compréhensions collectives élaborées au travers de la création de cet Agenda Commun d'Action Politique.

**Nous commençons par** rappeler que, au fil des générations, avec courage et persévérance, nous avons nourri des économies de soins et de liens, de coopération et de solidarité, centrées sur le buen vivir et la dignité. Nous avons récupéré des terres, des eaux et des territoires grâce aux luttes des peuples ; nous avons établi des territoires agroécologiques ; et nous avons défendu le droit à l'alimentation et à la nutrition, les services publics, l'accès universel aux systèmes de santé publique ancrés dans une approche intégrale des soins primaires et dans la défense de nos biens communs. Nous avons fait de nombreux progrès dans nos luttes contre le patriarcat, la misogynie, le système des castes, le racisme, l'exploitation des travailleur·euses, la destruction de nos territoires, la privatisation, la financiarisation, la marchandisation, l'automatisation, le commerce capitaliste et le pouvoir des entreprises.

Cependant, nous avons encore de nombreuses luttes à mener.

### **1. Comprendre les crises auxquelles nous sommes confronté·es**

Le capitalisme et l'impérialisme ravagent chaque recoin de la Terre Mère et de la nature, transformant nos écosystèmes, notre biodiversité et nos biens communs en marchandises destinées à être consommées puis jetées, tout en dévastant nos communautés et nos peuples. Nous sommes confronté·es à de multiples crises liées à l'alimentation, à la santé, au climat et à la biodiversité.

L'exploitation minière, les monocultures et les activités extractives menées par les entreprises, encouragées par des institutions telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), d'autres institutions financières internationales (IFI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), continuent de s'étendre avec le soutien de gouvernements complices. De nouvelles frontières coloniales, parmi lesquelles les économies et régimes néolibéraux verts et bleus, et la financiarisation croissante des territoires, favorisent une nouvelle phase d'extractivisme et d'appropriation des ressources terrestres et marines, y compris des terres rares. Cela entraîne le déplacement de nombreuses communautés rurales et urbaines, et accentue les phénomènes d'exploitation et de pollution.

Le modèle agro-industriel porte systématiquement atteinte au droit à l'alimentation et à la santé par le biais des monocultures, de l'aquaculture industrielle, de la pollution, des « aliments bleus », des organismes génétiquement modifiés et édités, des agrottoxines, des engrais chimiques et des Opérations d'Alimentation Animale Concentrée (CAFO) dépendants d'un usage massif d'antibiotiques et d'antiviraux. La consommation croissante de produits ultra-transformés alimente une pandémie mondiale de maladies non transmissibles.

Alors que les technologies des entreprises progressent à une vitesse sans précédent, de nouvelles formes d'oppression, d'occupation et de contrôle apparaissent sous la forme de modifications génétiques, de numérisation, de commercialisation et de financiarisation, affectant tous les aspects de notre vie quotidienne. La course aux outils d'intelligence artificielle toujours plus nombreux, rapides et puissants alimente les menaces et les problèmes persistants du colonialisme.

Pendant ce temps, les guerres, les génocides et les conflits armés s'intensifient en toute impunité dans de nombreuses régions et continents, exacerbant la brutalité et la violence marquées par l'utilisation d'armes prohibées, la faim, les viols et la destruction des systèmes de santé, tout en polluant l'environnement. Nos territoires servent de terrains d'essai pour les entreprises militaires et technologiques transnationales.

Le conservatisme, le fascisme, l'idéologie d'extrême droite, le racisme, le système de castes, le classisme, la xénophobie, la misogynie, la phobie des LGBTQIA+, l'hostilité envers les travailleur-euses, le racisme anti-noir-es, anti-musulman-es, anti-arabes, anti-autochtones, le militarisme et le déni du changement climatique sont en hausse. Ces phénomènes sont soutenus par les médias privés ainsi que certains médias publics qui diffusent de la désinformation, construisent de faux récits en détournant et en s'appropriant le langage progressiste pour promouvoir la privatisation, la déréglementation, l'intolérance et diverses formes de suprématie, de discrimination et de violence. La haine envers les minorités et la xénophobie à l'égard des migrant-es visent à nous diviser et à nous dominer en transformant la richesse de nos cultures, de nos corps, de nos langues et de nos croyances en outils de rejet, d'expulsion, de discrimination, d'oppression et d'exploitation.

Alors que les inégalités et les injustices se creusent, beaucoup d'entre nous subissent l'exploitation dans de nombreux secteurs, qu'il s'agisse de salaires de misère, de conditions précaires ou de violations systémiques de leurs droits, tandis que d'autres peinent à trouver un emploi. Nous soutenons les droits des travailleur-euses, y compris des travailleur-euses migrant-es et des travailleur-euses particulièrement vulnérables, dont le travail fait vivre nos sociétés, mais qui souffrent de bas salaires, de logements insalubres, de menaces d'expulsion et d'autres injustices systémiques.

Le système capitaliste repose sur l'individualisme, la consommation et l'accumulation de richesses. Il s'appuie sur des structures sociales profondément discriminatoires et hiérarchiques fondées sur la misogynie, le capacitisme, le patriarcat, le sexisme, l'hétéronormativité, les castes, les classes, le colonialisme et le racisme, et a engendré de multiples niveaux d'oppression et d'exploitation qui affectent les peuples et la nature de manière profondément violente. Une crise systémique d'une telle ampleur, qui nous concerne toutes et tous, rend urgente et impérative une réponse mondiale unifiée.

## 2. Nos histoires communes inspirent nos actions collectives

Au cours des dernières décennies, nous avons ravivé notre esprit de lutte et de solidarité, grâce à des milliers de foyers de résistance et de transformation à travers le monde, et depuis nos territoires locaux jusqu'aux espaces internationaux, nous avons résisté aux forces de division des nombreux systèmes d'oppression auxquels nous sommes confronté-es.

Nous continuons à abattre les murs de la caste, de la classe, de la race, du fondamentalisme religieux et des normes de genre et sexuelles qui nous divisent. Notre combat est centré sur la reconnaissance du travail des femmes, la réorganisation du travail de soin et de lien (care), la redistribution des richesses, la justice intersectionnelle et l'abolition de la violence fondée sur le genre et la sexualité.

Nous sommes inspiré-es par notre héritage de résistance — les forums Nyéléni au Mali (2007 et 2015), le mouvement Aragalaya au Sri Lanka, les manifestations paysannes en Inde et les nombreuses luttes menées par les peuples pour se libérer de la faim, de la pauvreté, de la guerre et de l'occupation. Ces luttes nous rappellent l'urgence de la convergence pour mener à bien une profonde transformation systémique qui démantèle les différentes structures d'oppression.

Ce 3<sup>e</sup> Forum Mondial Nyéléni à Kandy est donc une étape nécessaire pour élargir et renforcer nos alliances et nos luttes collectives pour l'émancipation, la justice, l'autonomie et le droit à l'autodétermination. Alors que nous rendons hommage à celles et ceux qui nous ont été enlevé-es par les conflits, la criminalisation et la pandémie, ainsi qu'à celles et ceux qui sont encore persécuté-es car ils défendent les droits et les territoires des peuples, nous affirmons que leur courage inspire notre engagement pour la solidarité internationaliste et le changement porté par les peuples.

À travers la musique, la poésie, la danse et l'expression culturelle, nous perpétons nos histoires. Guidé-es par les principes féministes populaires, nous construisons collectivement un monde fondé sur la dignité, l'égalité, les droits et la souveraineté des peuples, la justice, la liberté, la paix et la souveraineté alimentaire.

Nos chemins de résistance et de transformation convergeront aux niveaux local, national et international.

### Renforcer nos luttes

Nous construirons et défendrons la démocratie et les droits des peuples, la paix et la solidarité internationaliste. Nous continuerons à promouvoir les économies populaires et féministes centrées sur la vie et la souveraineté alimentaire.

Des rivières et des lacs, de nos terres jusqu'aux zones humides et à la mer, nous lutterons, sur la base de l'agroécologie, l'aquaécologie et des savoirs ancestraux de nos peuples, pour l'accès universel à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite selon des méthodes écologiques et durables pour toutes et tous.

Nous défendrons nos corps, nos terres, nos semences, nos races animales, nos plans d'eau, nos territoires, nos écosystèmes et tous les systèmes de santé publics, traditionnels et interculturels. Ce sont nos biens communs, que nous protégerons et reprendrons grâce à des luttes et à des modèles de gouvernance féministes transformateurs. Nous réunissons les savoirs et les modes de vie autochtones et féministes, en œuvrant au sein de collectifs divers qui ne se contentent pas de changer l'identité de ceux qui dirigent, mais également la façon même de diriger.

La terre, l'eau, les semences, les forêts et les savoirs appartiennent aux personnes qui en prennent soin, et non aux entreprises, aux États ou aux algorithmes. Nous défendrons les droits collectifs, coutumiers et traditionnels à la terre. Nous affirmons les droits des Peuples Autochtones sur leurs terres et leurs domaines ancestraux, et nous demandons la restitution des terres aux communautés autochtones et aux gardien·nes traditionnel·les déplacé-es.

Dans le monde entier, la dette souveraine extérieure et l'endettement des ménages dans les classes travailleuses rurales et urbaines ont atteint des sommets. Les répercussions ont gravement compromis l'accès des populations à l'éducation, aux soins de santé, à l'alimentation, au logement et à tant d'autres biens et services essentiels qui devraient relever du domaine public et être accessibles à toutes et tous, en particulier aux populations vulnérables.

Dans chaque pays et territoire, nous résisterons aux chaînes financières qui nous piègent dans une dette fragilisante et nous construirons des économies sociales et solidaires au-delà des frontières afin de retrouver la vie, la dignité et la liberté face à la dette. Nous redistribuerons les ressources, le pouvoir et le travail de soin et de lien (care), et nous exigerons des réparations pour les communautés qui ont été colonisées et dépossédées de leurs terres et de leurs ressources.

Nous poursuivrons nos luttes pour la liberté, les réparations, l'éducation, l'emploi digne, les droits des travailleur-euses à s'organiser et à faire grève, le droit à une alimentation adéquate et saine (y compris le droit à l'allaitement), les droits à la santé universelle, aux économies sociales et solidaires et à la justice climatique. Nous mettrons en œuvre une transition énergétique féministe et juste qui garantisse la justice énergétique pour tous les peuples, qui fasse de l'énergie un bien commun, qui permette la propriété et le contrôle des peuples de leurs ressources énergétiques, et qui favorise les énergies renouvelables gérées par les communautés.

Nous reconnaissons que les Sociétés Transnationales (STN) et les puissances impériales qui permettent le génocide en Palestine et les crimes contre l'humanité en République démocratique du Congo (RDC), en Afghanistan, au Soudan, au Myanmar et dans d'autres régions sont les mêmes forces qui oppriment le peuple cubain depuis des décennies et placent nos communautés et nos peuples en première ligne des crises sociales, économiques et climatiques. Nous intensifions nos actions contre ces forces impérialistes.

Notre solidarité internationaliste exige une opposition sans compromis au génocide en cours en Palestine, qui détruit terres, vies et ressources. C'est pourquoi nous exprimons notre soutien au mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) et demandons que le sionisme et celles et ceux qui sont complices du génocide, qui l'alimentent et qui en tirent profit, soient tenu-es pour responsables.

### **Se réapproprier le système multilatéral**

Nous défendrons et lutterons pour transformer le système multilatéral des Nations unies (ONU) afin qu'il serve les peuples et non les entreprises. Ce système doit faire écho aux voix et aux besoins des communautés, des travailleur-euses, des paysan-nés, des Peuples Autochtones et de celles et ceux qui luttent pour la justice, et non pas aux intérêts des pays puissants ou des sociétés transnationales.

À cet égard, nous nous engageons à faire en sorte que les instruments de l'ONU, fruits de décennies de luttes, d'activisme et d'engagement, soient correctement appliqués. Nous exigeons un véritable pouvoir pour les mouvements sociaux dans les processus de prise de décision mondiaux, et la pleine protection de notre droit de résister à l'oppression, ainsi que des mesures fortes pour mettre fin à la mainmise des entreprises sur les institutions mondiales telles que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Nous soutiendrons le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) de l'ONU, qui est à ce jour l'espace politique des Nations unies le plus à même de garantir une participation significative des peuples aux décisions relatives à la gouvernance alimentaire et à l'élaboration des politiques agricoles, et nous nous efforcerons de le défendre contre l'ingérence des intérêts des entreprises et les conflits géopolitiques.

Nous exigeons la mise en œuvre intégrale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples Autochtones (UNDRIP) et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). La FAO doit honorer son engagement d'amender le Code international de conduite sur la gestion des pesticides afin d'y inclure les droits collectifs des Peuples Autochtones, en particulier leur droit au consentement libre, préalable et éclairé. Nous exigeons que l'ONU distingue clairement et ne confonde pas, dans tous ses documents et décisions, les concepts de Peuples Autochtones et de communautés locales.

Nous soutenons les mouvements qui s'opposent à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et qui protègent la souveraineté semencière des paysan·nes et des Peuples Autochtones, ainsi que les systèmes de savoirs traditionnels. Nous lutterons pour mettre fin à la biopiraterie numérique aux niveaux national et mondial et poursuivrons notre mobilisation contre celle-ci dans le cadre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) et de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Nous soutenons l'idée de rendre les Directives des Nations unies sur la pêche artisanale juridiquement contraignantes et de reconnaître officiellement le 5 novembre comme la Journée mondiale des femmes pêcheuses. Nous exhortons l'OMS à reconnaître la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, à garantir son indépendance vis-à-vis des influences corporatives et philanthropiques, et à créer un espace pour la participation des mouvements populaires. Nous reconnaissons les droits des pastoralistes en tant que gardien·nes et défenseur·euses des biens communs ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Nous soutiendrons le Rassemblement mondial des pastoralistes pendant l'Année internationale du pastoralisme et des pâturages (2026) des Nations unies, afin d'affirmer ces droits.

Depuis plus d'une décennie, nous négocions avec détermination – et continuerons de le faire – un traité juridiquement contraignant visant à tenir les sociétés transnationales responsables des violations des droits humains et à combler les lacunes des systèmes judiciaires existants qui ont instauré une architecture d'impunité. Nous nous opposerons aux lobbies des entreprises qui tentent de bloquer cette exigence de soumettre les sociétés transnationales au droit relatif aux droits humains et à garantir l'accès à la justice aux communautés affectées. Nous soutenons fermement les revendications d'un Traité Mondial contre la pollution Plastique fort et d'une fin de la biopiraterie numérique. Nous appelons à la mise en œuvre intégrale de la Déclaration de Durban et à la fin de toutes les formes de discrimination et d'intolérance raciales.

En outre, nous exigeons des mesures concrètes contre la violence sexuelle et basée sur le genre, en nous appuyant sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et les Directives du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.

### **3. Nos engagements collectifs pour une transformation systémique**

Nous avons convenu des engagements collectifs suivants afin de renforcer notre solidarité, d'approfondir nos luttes et de faire progresser la transformation systémique sur nos terres, nos territoires et dans nos mouvements grâce à une communication féministe et populaire.

Nous organiserons des mobilisations et des actions de solidarité, notamment : une Journée mondiale de mobilisation contre l'impérialisme, les guerres, les conflits, les génocides et pour résister à l'utilisation de la famine et de la destruction des systèmes de santé comme armes de guerre.

Nous développerons des actions collectives contre le fascisme, le conservatisme et toutes les formes d'oppression et de discrimination, y compris celles fondées sur les castes.

Nous organiserons une Journée Nyéléni annuelle qui réunira les mouvements afin d'étendre, d'approfondir et de renforcer le processus Nyéléni.

Lors d'événements mondiaux tels que le Sommet des peuples de Belém en vue de la COP 30, la Conférence internationale sur la réforme agraire (ICARRD+20) et le Forum social mondial des mouvements sociaux, entre autres, nous organiserons des assemblées de mouvements sociaux, de peuples autochtones et d'afrodescendant·es, en veillant à ce que l'agenda Nyéléni soit intégré dans ces processus politiques et d'autres.

Nous nous engageons à organiser une grève générale pour valoriser le travail de soin et de liens (care) et son rôle central dans nos sociétés. Notre grève sera un appel commun à défendre les droits des aidant-es et de toutes celles et ceux en charge du soin et du lien, en particulier celles et ceux qui travaillent de manière informelle et non rémunérée, et à remettre en question le système patriarcal et capitaliste qui a systématiquement invisibilisé celles et ceux en charge du soin et du lien dans le domaine des droits du travail.

Nous renforcerons nos mouvements en mettant en place un processus de formation politique via des plateformes et des écoles. S'inspirant de notre Agenda Commun d'Action Politique (ACAP), ces écoles de formation aborderont des thèmes tels que le féminisme populaire, la lutte contre le racisme (y compris le racisme anti-noir-es, anti-musulman-es, anti-arabes et autres), l'anti-castisme, la diversité de genre et sexuelle, le travail de soin et de lien (care), les économies féministes et solidaires, les savoirs et les droits des Peuples Autochtones, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie pour une transformation systémique. Ces efforts éducatifs donneront la priorité et autonomiseront les jeunes, en intégrant leurs préoccupations et leurs idées dans les espaces de prise de décision, en assurant le transfert intergénérationnel des savoirs et en favorisant l'inclusion de tous les genres et de toutes les diversités.

Au cœur de cette démarche se trouve la construction de nos propres récits grâce au renforcement de la communication féministe populaire et des réseaux de communication des peuples — numériques et non numériques — pour soutenir la solidarité internationaliste ainsi que les peuples et les mouvements sociaux dans leurs territoires.

Nous poursuivrons et approfondirons les dialogues entre toute la diversité des mouvements Nyéléni et les organisations syndicales, en nous appuyant sur les liens entre souveraineté alimentaire, la santé des peuples, l'économie solidaire et féministe, la transition juste, la justice environnementale et la souveraineté populaire.

Nous nous engageons à construire des luttes collectives pour la transformation radicale du système multilatéral et des Nations unies, en luttant contre le contrôle des entreprises sur la gouvernance mondiale.

Nous poursuivrons les dialogues entre les mouvements sociaux et les Peuples Autochtones, avec les chercheur-euses, la philanthropie solidaire et d'autres mouvements sociaux.

#### **4. Processus, actions et campagnes que nous nous engageons à soutenir**

Nous nous engageons à soutenir collectivement les campagnes et les actions qui garantissent la souveraineté alimentaire, sanitaire et économique. Au cœur de nos efforts se trouve la résistance aux monopoles des entreprises sur les ressources vitales — terres, eau, semences, animaux, matériel génétique et territoires — et l'opposition à la marchandisation de la vie sous toutes ses formes. Nos actions se concentreront sur la récupération des territoires, la promotion d'une réforme agraire populaire, inclusive et intégrale, tout comme la défense des biens communs contre l'exploitation industrielle. Cela inclut l'arrêt de l'aquaculture et de la pêche industrielles, de l'économie bleue, de la privatisation des océans, ainsi que de l'élevage industriel et intensif. Nous renforcerons les droits et les mouvements des pastoralistes à travers le monde, uni-es pour lutter contre l'impunité et le pouvoir des sociétés transnationales et autres types d'exploitation.

À l'échelle mondiale, nous nous joindrons aux actions visant à mettre fin et à prévenir la famine et à mettre un terme à la destruction des infrastructures alimentaires et sanitaires utilisées comme armes de guerre. Nous nous mobiliserons contre l'exclusion et le harcèlement des migrant-es et des réfugié-es, en luttant pour défendre leurs droits et amplifier leurs voix.

Nous construirons des alternatives à partir de la base, en accord avec nos réalités vécues, en créant des économies solidaires et des systèmes de santé des peuples. Nous continuerons à lutter contre la privatisation et la commercialisation des systèmes de santé et à défendre la protection sociale, y compris les médecines ancestrales.

Nous exercerons une pression populaire et participerons aux négociations internationales pour établir un cadre commercial international fondé sur la souveraineté alimentaire et pour promouvoir des relations commerciales locales et mondiales mutuellement bénéfiques et transformatrices.

Les campagnes pour la souveraineté alimentaire, sanitaire et économique ne peuvent se réaliser sans contrôle des ressources financières et annulation de la dette. Ainsi, il est impératif de soutenir les efforts visant à transformer l'architecture mondiale de la dette, tout en reconnaissant la nécessité de converger avec les mouvements anti-dette pour faire entendre les préoccupations des communautés.

Nous nous engageons à intégrer l'agenda Nyéléni, nos valeurs, principes, stratégies et campagnes dans les processus politiques et de décision à tous les niveaux, du local à l'international, afin de renforcer notre solidarité. Notre engagement inclut la lutte contre toutes les formes de discrimination — fondées sur la caste, la couleur de peau, l'ethnie, le genre et la diversité sexuelle, la religion et la foi. Dans toutes nos actions, l'inclusion des jeunes est essentielle. Nous veillerons à ce que leurs voix soient représentées dans les espaces de prise de décision, à promouvoir l'entrepreneuriat populaire, à faciliter le transfert intergénérationnel des savoirs et pratiques ancestraux, et à développer le leadership des jeunes grâce à une éducation populaire fondée sur des valeurs féministes, anti-racistes, anti-castes et décoloniales.

### **5. Aux peuples du monde :**

La Déclaration de Kandy résume notre sagesse et nos réflexions collectives. Au Sri Lanka, nous avons décidé de lutter dans l'unité, en communiquant dans dix-huit langues différentes, un exploit remarquable rendu possible grâce à nos interprètes et traducteur-ice-s dévoué-es, à qui nous adressons notre profonde gratitude.

Cette Déclaration est notre lanterne, illuminant le chemin à suivre face au capitalisme, à l'impérialisme et aux multiples crises interconnectées et en cascade. Ces paragraphes reflètent les engagements que nous avons pris pour poursuivre le chemin vers une transformation systémique. C'est notre appel collectif à l'action : démanteler les systèmes de mort qui ont été imposés à nos peuples.

Nous nous unissons pour construire un système fondé sur la paix, la dignité et la vie, pour toute l'humanité, pour tous les êtres, pour nos générations futures et pour notre Terre Mère.

C'est un appel à l'unité entre les peuples, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile.

Dans toute la richesse de nos diversités — pour renforcer nos luttes — nous élevons nos voix ensemble et proclamons :

**Transformation systémique – maintenant et pour toujours !**

**Nous sommes ensemble dans ce combat.**



 [nyeleniglobalforum.org](https://nyeleniglobalforum.org)

 [communications@foodsovereignty.org](mailto:communications@foodsovereignty.org)

 Nyéléni Global Forum  @nyeleniforum

 @NyeleniGlobalForum  @NyeleniForum